

# L'Afrique vise la réussite de l'exploitation durable de la révolution énergétique

20 mars 2019



Les premiers jalons du développement des énergies renouvelables en Afrique ont déjà été posés, notamment par le biais d'une politique régionale en la matière. Quels sont les défis que les pays du continent noir doivent encore surmonter dans ce domaine ?

Mais, l'une des questions abordées lors des panels de Haut niveau programmés dans le cadre du débat du Forum Crans Montana de Dakhla, une ville située au Sahara occidental est de savoir « comment exploiter durablement l'immense potentiel de l'Afrique en énergies nouvelles et renouvelables ». Lors de ces assises, des responsables et des experts ont proposé les pistes à explorer pour permettre à l'Afrique de profiter de la révolution énergétique.

Si l'on se fie aux conclusions des travaux du Forum Crans Montana de Dakhla qui a pris fin le 17 mars 2019, de nombreuses pistes ont été avancées pour accélérer le développement du continent africain. L'une de ces pistes à explorer est le développement des énergies renouvelables. Cette question a constitué l'un des sujets phares qui ont retenu l'attention lors de cette cinquième édition de Crans Montana sur l'Afrique et la coopération Sud-Sud. En effet, un panel de haut niveau a été dédié aux opportunités de développement pour l'Afrique des énergies renouvelables, organisé avec le soutien de l'Agence marocaine pour l'énergie durable (MASEN), l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), et l'Agence marocaine pour l'efficacité « énergétique (AMEE). Un Panel riche en termes de propositions ayant focalisé sur le développement des infrastructures transfrontalières pour les énergies solaires, éoliennes et hydroélectriques et le rôle des nouveaux modèles de financement pour la révolution énergétique verte.

Le basculement progressif vers un mix énergétique plus diversifié et l'accélération du développement des énergies renouvelables est un choix conscient. Les efforts consentis par les États de l'Afrique pour assurer cette transition vers les énergies renouvelables ne découlent pas d'un simple effet de mode. Ils s'expliquent par la prise de conscience des effets pervers engendrés par les modes de production

et de consommation d'énergie utilisés jusqu'ici, mais aussi des importants atouts de ces énergies pour le développement économique et social.

Dans Le cadre des infrastructures transfrontalières, le secrétaire général du ministère de l'Energie, des Mines et du Développement durable, Mohamed Ghazzali, a souligné la nécessité de renforcer la collaboration entre les institutions africaines. Ce qui doit passer, selon lui, par le renforcement de la coopération régionale qui est primordial pour l'accès à l'énergie, l'intégration régionale des systèmes électriques, ainsi que le développement socio-économique des pays africain, notamment par la création d'emploi qualifié. « Des institutions et des Comités importants ont été mis en place pour mutualiser les efforts et les projets entre les pays africains, afin de développer les infrastructures de production et de fourniture de l'électricité principalement de sources renouvelables. Le Maroc appui et contribue activement ces initiatives régionales, notamment à travers les institutions et les opérateurs énergétiques marocains. Dans cette optique, le Maroc est disposé à partager ses expériences de planification, d'exploitation, de maintenance et d'électrification rurale, dans le cadre de partenariats bilatéraux ou multilatéraux », a déclaré Mohamed Ghazzali en s'adressant aux différents hauts experts africains prenant part à ce panel. Dans le même sens, le responsable marocain a mis l'accent sur les efforts qui devront être intensifiés pour le renforcement de transfert des résultats de l'innovation issus de la recherche-développement et la mise en place d'un cadre favorable pour le transfert technologique et du savoir-faire. Efforts qui devront concerner aussi, estime-t-il, la croissance verte et l'éco-innovation afin de permettre aux pays africains d'atteindre leurs objectifs de généralisation d'accès à l'énergie.

Il s'avère que les avantages de la transition vers les énergies renouvelables sont réels. Outre les effets évidents sur la réduction des émissions, les énergies renouvelables peuvent contribuer de manière significative à l'amélioration de la sécurité énergétique, aussi bien pour les ménages que pour les entreprises, et stimuler les activités économiques en milieu urbain comme dans le monde rural.

Une gouvernance optimale, la création d'entités dédiées spécialement au développement et à l'exploitation des énergies renouvelables et la mobilisation des forces vives des pays africains sont des éléments fondamentaux pour réussir le défi de la révolution énergétique, a expliqué, pour sa part, le directeur général de l'AMEE, Said Mouline. Dans le même sillage, le directeur des Partenariats et de la coopération internationale à MASEN, Ali Zerouali, a passé en revue les étapes de la « révolution énergétique » au Maroc depuis 2008 et les conditions internationales ayant imposé le changement du modèle énergétique dans le Royaume. La stratégie marocaine, a-t-il rappelé, vise à porter à 42% en 2020 et 52% en 2030 la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique national, assurant que l'objectif étant de réduire de 12% la consommation de l'énergie en 2020 et 15% en 2030.

Les autres intervenants lors de cette session ont souligné qu'un marché régional compétitif et le développement de grands projets d'infrastructures transfrontaliers doivent constituer une priorité dans les plans des pays africains, précisant que la révolution énergétique nécessite de nouveaux modèles de financement.

Selon eux, le potentiel régional est considérable sur l'ensemble de ces sources d'énergie. Le potentiel éolien est concentré dans les zones côtières (Cap-Vert, Gambie, Sénégal et éventuellement Ghana, Mali et Nigéria). Le solaire est tout aussi important. Certains pays comme le Burkina Faso, le Niger et le Nord du Ghana et du Nigéria sont considérablement dotés. On peut en dire autant du potentiel hydroélectrique qui peut connaître un développement intéressant dans certains pays comme la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Togo et la Sierra Leone. Il existe déjà d'intéressantes expériences en Afrique de l'Ouest depuis quelques années, notamment l'exploitation des barrages hydroélectriques de Diama et Manantali, qui fournissent de l'électricité aux pays membres de l'Organisation de Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS) que sont la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal.

Moctar FICOU / VivAfrik